

M. l'Orateur: Il s'agit ici d'une observation. Le député du Yukon a une question supplémentaire à poser au sujet de la question précédente et je vais lui accorder la parole, après quoi ce sera le tour du député de Calgary-Sud.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA PROCHAINE CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES—LA REPRÉSENTATION DU YUKON ET DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST—LA QUESTION DU PRIX DES COMBUSTIBLES

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et concerne la prochaine conférence des premiers ministres, qui doit avoir lieu les 22 et 23 janvier courant. Étant donné l'intérêt vital que représentent pour les résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest les combustibles et en particulier le problème de l'égalité du prix des combustibles payé par les consommateurs de diverses régions de notre pays, peut-il nous dire quelles dispositions ont été prises pour que les deux territoires du Nord soient représentés lors de la conférence; en même temps, le ministre peut-il nous dire si le commissaire du Yukon reflétait la politique gouvernementale en se montrant favorable à une égalisation du coût des combustibles pour les résidents du Nord comme pour ceux du Québec et des provinces de l'Atlantique?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je crois savoir que l'on discute encore avec les premiers ministres provinciaux de l'organisation de la conférence. Je crois ne pas me tromper en disant qu'aucune disposition n'a été prise jusqu'ici en ce qui concerne la représentation des deux territoires. En fait, je ne crois pas que l'on ait encore pris quelque disposition définitive que ce soit. Pour ce qui est de la déclaration du commissaire Smith, je ne l'ai pas vue, mais je ne manquerai pas de l'examiner dès que j'en aurai l'occasion.

● (1440)

M. Nielsen: Le ministre peut-il nous dire si la politique du gouvernement fédéral consiste à considérer les deux territoires du Nord, pour ce qui est de la péréquation des coûts du pétrole, comme les autres régions du Canada?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je suis prêt à considérer cette question comme une instance.

PÉTROLE—LA PÉNURIE PRÉVUE ET LA MISE EN SERVICE DE LA RAFFINERIE DE COME-BY-CHANCE—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Puisque le gouvernement tente d'obtenir des pouvoirs exceptionnels grâce au bill C-236 qui sera étudié à la Chambre cette semaine, et étant donné que le ministre a dit le 4 janvier que si la raffinerie de Terre-Neuve entrainait en production, cela modifierait les données de la pénurie, et puisque à l'heure actuelle cette raffinerie produit 84,000 barils par jour, le ministre peut-il indiquer si cela va modifier la pénurie et mettre un terme à la crise

Questions orales

d'énergie au Canada, de manière à éliminer littéralement la nécessité ou tout moins d'atténuer sensiblement la nécessité de déclarer l'état d'urgence?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, cela dépendra du succès des efforts des propriétaires de la raffinerie de Terre-Neuve pour la maintenir en production, de la disponibilité de pétroliers blindés contre les glaces pour transporter le pétrole au marché de Montréal où la pénurie se fait sentir, de l'intensité du froid cet hiver et de l'intention des pays arabes quant à leurs exportations de pétrole à destination du Canada. C'est pourquoi je pense que le Canada ne peut faire mieux que de se disposer à faire face à une diminution spectaculaire des approvisionnements si cela devait se réaliser, et le Parlement ne pourrait faire mieux que d'adopter la mesure législative indispensable.

PÉTROLE—LES NÉGOCIATIONS AVEC L'ARABIE SAOUDITE POUR LA REPRISE DES EXPÉDITIONS VERS LE CANADA

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que les plus fortes réductions d'approvisionnements du Canada en pétrole brut intéressent ceux provenant d'Arabie Saoudite, le ministre peut-il nous dire exactement quelles négociations sont actuellement en cours entre le Canada et l'Arabie Saoudite en vue de la reprise des fournitures de pétrole brut au Canada et estime-t-il que le gouvernement prend toutes les mesures possibles?

M. l'Orateur: A l'ordre. Peut-être le ministre pourrait-il répondre à la première partie de la question du député. En passant, je rappelle à la Chambre que nous semblons nous limiter à la première question et que le temps va nous manquer. Il est possible que nous consacrerons toute la période des questions au même sujet. J'ignore si c'est ce que désirent les députés, mais nous devrions envisager de passer à un autre sujet.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, d'après les renseignements que nous fait parvenir notre ambassadeur en Arabie Saoudite, le Canada n'est pas boycotté. Néanmoins le problème est que, bien que nous ne soyons apparemment pas boycottés, on ne nous fournit pas de pétrole.

Des voix: Oh, oh!

M. Diefenbaker: Nous ne sommes pas boycottés, mais évités.

M. Bawden: Monsieur l'Orateur, une autre question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Compte tenu de l'extrême confusion qui semble régner dans son ministère et étant donné que l'Arabie Saoudite a levé l'embargo qu'elle appliquait à l'Europe, au Japon et à d'autres pays, le ministre peut-il nous dire pourquoi le Canada n'a pu négocier également un traitement favorable?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, nos négociations avec le gouvernement de l'Arabie Saoudite n'ont rencontré aucune difficulté.

Une voix: Sauf pour obtenir du pétrole.